Discours de Marisa Lai-Puiatti, Présidente de la FAS AURA

Mobilisation 16 octobre 2026 à Lyon

Semaine de mobilisation Et Si Nous Arrêtions Vraiment ?

Depuis des années, les associations alertent. Les besoins explosent, les moyens reculent

Depuis des années, nous expliquons que la pauvreté progresse, que les situations deviennent plus complexes, que les équipes professionnelles et bénévoles s'épuisent.

> Et depuis des années, on nous demande de faire toujours plus, avec toujours moins.
>
> Aujourd'hui, nous sommes là, à nouveau, pour dire que cette situation ne peut plus durer.
>
> En France, 9,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 15,4 % de la population. C'est un niveau record depuis 30 ans.
>
> Cette dernière rentrée scolaire, en France, plus de 2 300 enfants se sont retrouvés sans solution d'hébergement malgré un appel au 115, dont plus de 500 enfants de moins de trois ans.

Pensez-vous que les TS, dans nos associations, ont choisi ce métier pour expliquer à une femme enceinte de 8 mois qu'elle dormira dehors car la Métropole et l'Etat se renvoient la responsabilité de sa prise en charge dans un hôtel miteux ?

Ou expliquer à une femme qui quitte son domicile pour échapper à la violence de son conjoint que l'alternative est la rue et le 115 ?

Pensez-vous qu'ils ont été préparés à accueillir des malades psychiatriques en crise, orientés vers le 115 car l'hôpital ne peut plus les prendre en charge.

Les appels à l'aide fusent de toute part et nous ne sommes plus en mesure d'apporter les réponses nécessaires.

Comment construire un accompagnement durable quand on ne sait pas si l'on pourra encore financer une action dans six mois ?

Comment garder des professionnels compétents quand on ne peut plus leur garantir des conditions de travail dignes ?

Comment répondre à une personne qui a besoin d'aide quand on ne sait pas si le dispositif qui l'accompagne existera encore demain ?

FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Quand une association ferme, ce n'est pas seulement une structure qui disparaît.

C'est une personne sans domicile qui perd un interlocuteur de confiance.

C'est une femme victime de violences qui risque de ne plus trouver de lieu pour être protégée.

C'est un jeune en difficulté qui perd un accompagnement essentiel.

C'est une personne étrangère qui ne trouve plus personne pour l'aider à faire valoir ses droits.

Aujourd'hui, les associations sont contraintes de réduire leurs activités, de geler des embauches, de vendre parfois leurs locaux, de supprimer des emplois.

Des associations, qui luttent contre la précarité alimentaire, en arrivent à réduire les portions de repas distribuées.

Nous en sommes là : alors que les besoins alimentaires augmentent, il faut parfois servir moins.

Alors que les situations deviennent plus difficiles, il faut faire avec moins de professionnels.

Ce que l'on appelle des économies budgétaires se traduit, sur le terrain, par des besoins auxquels on ne répond plus.

Et ce sont toujours les personnes les plus vulnérables qui en paient le prix.

Les professionnels et des bénévoles sont à bout de souffle

Ils/elles restent encore après leur journée de travail parce qu'ils savent qu'une personne ne peut pas attendre demain.

Ils/elles continuent, par engagement, par conviction, par solidarité, parce qu'ils refusent de laisser quelqu'un sur le bord du chemin.

Mais leur engagement ne peut pas tout compenser.

Le dévouement ne remplace pas un financement. La bonne volonté ne crée pas des places d'hébergement. La solidarité des équipes ne peut pas indéfiniment pallier le manque de moyens.

Nous ne pouvons pas demander aux professionnels de réparer seuls les conséquences de la précarité, tout en les privant des moyens de faire leur travail.

Nous ne pouvons pas demander aux bénévoles de remplacer durablement des services qui devraient être accessibles à toutes et tous.

L’engagement associatif est une force. Il ne doit pas devenir le prétexte pour se désengager de nos responsabilités collectives.

Les associations ne sont pas une dépense inutile : elles sont une richesse collective

Il faut le rappeler avec force : les associations ne sont pas à la marge de notre société. Elles en sont l’un des piliers.

Elles accueillent, protègent, soignent, accompagnent, forment, insèrent.

Elles défendent les droits fondamentaux. Elles font vivre nos quartiers et nos territoires. Elles créent des emplois, mobilisent des bénévoles, préviennent les ruptures et l’exclusion.

Elles interviennent là où les personnes ont besoin de réponses concrètes, souvent dans l’urgence, mais aussi dans la durée.

Elles sont des partenaires des pouvoirs publics. Elles mettent en œuvre des missions d’intérêt général.

Elles contribuent à faire vivre une société dans laquelle chacun et chacune doit pouvoir trouver sa place, quels que soient son origine, sa situation, son genre ou sa nationalité.

Nous demandons à être reconnus pour ce que nous sommes : des acteurs essentiels de la cohésion sociale, et non des variables d’ajustement budgétaire.

Aujourd’hui, nous ne sommes pas ici pour demander des privilèges.

Nous demandons les moyens d’accomplir dignement les missions qui nous sont confiées.

Nous demandons des financements à la hauteur des besoins réels de la population, et qui évoluent avec les coûts que nous devons assumer.

Nous demandons des financements pluriannuels, pour sortir de l’incertitude permanente, préserver les emplois et construire des accompagnements dans la durée.

Nous demandons le versement des financements dans les délais, pour que les associations n’aient plus à s’endetter afin de réaliser des missions d’intérêt général.

Nous demandons davantage de places d’hébergement, le développement de logements sociaux, le maintien des moyens consacrés à l’insertion par l’activité économique, un accueil digne des demandeurs d’asile et un meilleur accès aux soins, notamment en santé mentale.

Nous demandons que les personnes victimes de violences, les personnes sans domicile, les enfants, les personnes précaires et toutes celles qui rencontrent des difficultés puissent accéder effectivement à leurs droits.

Nous demandons que les associations soient pleinement associées à la construction des politiques publiques, dans un dialogue régulier, respectueux et durable.

Les besoins sont connus. Les propositions existent.

Il est temps que les décisions budgétaires soient à la hauteur de cette réalité.

Si les associations s'arrêtent, que se passera-t-il ?

Qui accueillera les personnes sans abri ? Qui accompagnera les femmes victimes de violences ? Qui aidera les familles à sortir de l'isolement ? Qui préviendra les ruptures de parcours ? Qui défendra les droits de celles et ceux qui ont le moins de moyens pour les faire respecter ?

Nous ne voulons pas avoir à répondre à ces questions par le constat de l'impuissance.

Nous ne voulons pas attendre que les associations aient fermé pour reconnaître leur utilité.

Nous ne voulons pas attendre que des emplois aient été supprimés, que des professionnels aient quitté le secteur, que des personnes aient été laissées sans solution, pour mesurer le coût humain et social de ces décisions.

Alors nous le disons aux pouvoirs publics, à l'État, aux collectivités et à nos financeurs :

Donnez aux associations les moyens d'agir. Donnez-leur de la visibilité. Reconnaissez leur travail. Garantissez la continuité des solidarités.

Parce que soutenir les associations, ce n'est pas simplement financer des structures.

C'est défendre des droits. C'est préserver des emplois. C'est protéger des personnes. C'est faire vivre la démocratie et la cohésion de nos territoires.

Et c'est affirmer, concrètement, que dans notre société, personne ne doit être laissé de côté.